



Assemblée générale

Distr. générale
6 juin 2001
Français
Original: anglais

Vingt-cinquième session extraordinaire

Point 3 de l'ordre du jour

Pouvoirs des représentants à la vingt-cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

Président : M. Denis **Dangue Réwaka** (Gabon)

1. À sa 1re séance plénière, le 6 juin 2001, l'Assemblée générale, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur, a nommé une Commission de vérification des pouvoirs pour sa vingt-cinquième session extraordinaire. Cette commission a la même composition que la Commission de vérification des pouvoirs établie à la cinquante-cinquième session ordinaire de l'Assemblée, qui comptait les pays suivants : Bahamas, Chine, Équateur, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Gabon, Ireland, Maurice et Thaïlande.
2. La Commission de vérification des pouvoirs a tenu une séance, le 6 juin 2001.
3. Denis Dangue Réwaka (Gabon) a été élu Président à l'unanimité.
4. La Commission était saisie d'un mémorandum du Secrétaire général, en date du 5 juin 2001, concernant les pouvoirs des représentants des États Membres à la vingt-cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Le Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques a fait une déclaration relative au mémorandum du Secrétaire général, dans laquelle il a, entre autres, actualisé le mémorandum en indiquant les pouvoirs et les communications reçus après l'établissement du mémorandum.
5. Comme il est mentionné au paragraphe 1 du mémorandum et dans la déclaration y relative, les 50 États Membres ci-après avaient communiqué, à la date de la réunion de la Commission de vérification des pouvoirs, les pouvoirs en bonne et due forme de leurs représentants à la vingt-cinquième session extraordinaire, sous la forme requise par l'article 27 du règlement intérieur de l'Assemblée générale : Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Belize, Bhoutan, Brésil, Burundi, Cameroun, Chine, Croatie, Équateur, Érythrée, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, France, Gabon, Iraq, Jamaïque, Japon, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malte, Mexique, Myanmar, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Philippines, Pologne, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Rwanda,

Sierra Leone, Slovénie, Soudan, Suède, Trinité-et-Tobago, Ukraine, Uruguay et Viet Nam.

6. Comme il est mentionné au paragraphe 2 du mémorandum et dans la déclaration y relative, les 75 États Membres ci-après avaient communiqué au Secrétaire général, à la date de la séance de la Commission de vérification des pouvoirs, des renseignements concernant la nomination de leurs représentants à la vingt-cinquième session extraordinaire, soit par dépêche ou télécopie émanant du chef d'État ou de gouvernement ou du ministre des affaires étrangères, soit par lettre ou note verbale émanant de la mission permanente intéressée : Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chypre, Congo, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Égypte, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Gambie, Géorgie, Grèce, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Libéria, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mozambique, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Sri Lanka, Swaziland, Thaïlande, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Venezuela, Yémen, Yougoslavie et Zambie.

7. Comme il est mentionné au paragraphe 3 du mémorandum et dans la déclaration y relative, les 54 États Membres ci-après, qui participent à la vingt-cinquième session extraordinaire, n'avaient pas communiqué au Secrétaire général, à la date de la séance de la Commission de vérification des pouvoirs, des renseignements concernant leurs représentants à la session, mais avaient auparavant autorisé leurs représentants permanents à les représenter devant tous les organes de l'Organisation des Nations Unies, quelle que soit la session : Afghanistan, Albanie, Arménie, Bahreïn, Barbade, Bélarus, Bénin, Bolivie, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Chili, Colombie, Comores, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Émirats arabes unis, Finlande, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Marshall, Iran (République islamique d'), Islande, Kazakhstan, Lesotho, Liban, Liechtenstein, Mongolie, Niger, Nigéria, Pays-Bas, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Seychelles, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Togo, Tonga, Vanuatu et Zimbabwe.

8. Les 10 États Membres ci-après n'avaient encore communiqué au Secrétaire général aucune information concernant leurs représentants à la vingt-cinquième session extraordinaire : Guinée équatoriale, Îles Salomon, Jamahiriya arabe libyenne, Kiribati, Mauritanie, Palaos, Saint-Kitts-et-Nevis, Sao Tomé-et-Principe, Somalie et Tuvalu.

9. Le Président a recommandé que la Commission accepte les pouvoirs des représentants de tous les États Membres mentionnés dans le mémorandum du Secrétaire général, étant entendu que les pouvoirs en bonne et due forme des représentants des États Membres cités aux paragraphes 6, 7 et 8 du présent rapport seraient communiqués au Secrétaire général le plus rapidement possible.

10. Ayant examiné la question des pouvoirs des représentants de l'Afghanistan, la Commission a décidé d'adopter la position qu'elle avait prise à la cinquante-cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale.

11. Sur proposition du Président, la Commission a adopté le projet de résolution suivant :

« La Commission de vérification des pouvoirs,

Ayant examiné les pouvoirs des représentants à la vingt-cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale des États Membres mentionnés dans le mémorandum du Secrétaire général daté du 5 juin 2001,

Accepte, sous réserve de la décision figurant au paragraphe 10 du présent rapport, les pouvoirs des représentants des États Membres intéressés. »

12. Le projet de résolution proposé par le Président a été adopté sans être mis aux voix.

13. Le Président a ensuite proposé que la Commission recommande à l'Assemblée générale l'adoption d'un projet de résolution (voir par. 15). La proposition a été adoptée sans être mise aux voix.

14. Compte tenu de ce qui précède, le présent rapport est présenté à l'Assemblée générale.

Recommandation de la Commission de vérification des pouvoirs

15. La Commission de vérification des pouvoirs recommande à l'Assemblée générale l'adoption du projet de résolution suivant :

Pouvoirs des représentants à la vingt-cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et la recommandation qui y figure,

Approuve le rapport de la Commission.